

La Russie a-t-elle une grande stratégie au Moyen-Orient ?

Par **Ekaterina Stepanova**

Ekaterina Stepanova est chercheur à l'Institut d'économie mondiale et de relations internationales de Moscou (IMEMO). Elle a notamment publié *Terrorism in Asymmetrical Conflict: Ideological and Structural Aspects*, Oxford, Oxford University Press et SIPRI, 2008.

Traduit de l'anglais par Valentine Deville-Fradin.

En intervenant militairement en Syrie, la Russie n'a pas cherché à s'affirmer comme une puissance hégémonique au Moyen-Orient. Loin de promouvoir l'unilatéralisme, Moscou défend en fait le multilatéralisme. La démonstration de force en Syrie avait notamment pour but de faire comprendre aux États-Unis et à leurs alliés qu'il ne saurait y avoir de négociations multilatérales dans la région – et au-delà – en excluant la Russie.

politique étrangère

Depuis le début de la guerre en Syrie, la Russie a renforcé son statut international. L'intervention militaire de Moscou en appui au gouvernement syrien depuis la fin septembre 2015, ainsi que son rôle dans la relance des pourparlers de Genève en février 2016 et dans le cessez-le-feu qui en a découlé en sont les manifestations les plus notoires. Ce niveau d'engagement élevé est venu contredire l'idée reçue d'un désengagement de la Russie post-soviétique du Moyen-Orient.

Le retour de la Russie au Moyen-Orient nourrit attentes et spéculations, dans la région et au-delà, sur une nouvelle « grande stratégie » russe. Ces spéculations sont-elles justifiées ? Le fait que la Russie ait damé le pion aux États-Unis dans le dossier syrien suffit-il à prouver l'existence d'une telle stratégie pour l'ensemble de la région ? Ou faut-il plutôt considérer l'engagement russe comme une série d'actions calibrées, fruit d'une improvisation maîtrisée ?

La stratégie globale de la Russie

Il a fallu au moins une décennie à la Russie post-soviétique pour s'adapter aux nouvelles réalités internationales, commencer à redécouvrir son

identité nationale et, dans la mesure du possible, (re)définir son rôle et sa place dans le concert des nations. Ce n'est toutefois qu'à compter des années 2010 que plusieurs orientations stratégiques transversales ont vraiment commencé à prendre forme, et à être clairement identifiables dans la politique étrangère russe. Ces orientations ont traversé toutes les crises diplomatiques, voire les catastrophes économiques qui ont par la suite touché la Russie. Trois principes directeurs sont ici particulièrement pertinents :

- La volonté de devenir un pôle important du « monde multipolaire », après le « moment unipolaire » des années 1990.
- L'insistance sur les dynamiques de régionalisation dans la politique mondiale. La Russie a d'ores et déjà reconquis son statut de puissance majeure dans l'unique région cristallisant ses intérêts et préoccupations de façon vitale : l'Eurasie post-soviétique.
- Une aversion pour tout changement de régime par la force, surtout imposé de l'extérieur. Cette aversion est issue de la défiance croissante des autorités russes vis-à-vis de ce que l'on baptise les « révolutions de couleur », et qui ont agité l'ancien espace soviétique pendant la décennie 2000. Cette dernière expression renvoie aux changements de gouvernement par des voies autres que les procédures légales – avec un soutien populaire variable –, intervenus en Géorgie (2003), en Ukraine (2004) et au Kirghizistan (2005 et 2010). Bien que menées au nom de la démocratie et d'un nationalisme modéré, ces « révolutions » ont essentiellement consisté, ou se sont transformées, en un rééquilibrage de pouvoirs entre clans et élites oligarchiques dirigeantes sous couvert de contestations sociales plus larges. Au bout du compte, ces pays sont revenus aux mêmes conditions, et aux mêmes sources d'instabilité qu'avant les révolutions. Et ces dernières, contrairement à ce qu'avaient espéré certains dans ces pays, auront souvent créé plus de problèmes qu'elles n'en ont résolus. Ces révolutions ont aussi été perçues par Moscou comme promues par des puissances extérieures à la région, et comme une menace pour l'influence russe. La vague de protestations massives en faveur de la démocratie survenue plus tard en Russie, au début des années 2010, a été interprétée par le Kremlin comme une tentative à classer dans la même catégorie.

Avec les printemps arabes et la multiplication des changements de régime au Moyen-Orient, cette perception s'est renforcée de préoccupations plus générales, suscitées par les interventions extérieures, notamment des Américains et de leurs alliés, visant à renverser des régimes considérés comme « peu fréquentables » ou « non démocratiques » – et en particulier le dépassement, par les pays de l'OTAN du mandat du Conseil de sécurité de

l'ONU dans le dossier libyen. Un ajout au traumatisme déjà causé par l'intervention de l'OTAN au Kosovo, et au souvenir encore vivace des échecs du *state-building* américain en Afghanistan et en Irak.

Depuis la fin 2013, la nouvelle crise ukrainienne est venue cristalliser les préoccupations russes. Cette crise pousse ses racines dans l'obligation faite à Kiev de choisir (selon une alternative stricte : A ou B) entre une association avec l'Union européenne et un resserrement des liens avec la Russie et les structures eurasiennes. Au nombre des ingrédients de la révolution de Maïdan, on trouve un mélange de contestation sociale, de sentiments pro-démocratiques et pro-occidentaux, de nationalisme (parfois extrême) et de dissensions entre groupes oligarchiques concurrents. Cette révolution a abouti, avec le soutien politique actif des États-Unis et une posture d'observateurs complaisants de la part des États de l'UE, au renversement de Viktor Ianoukovitch, président inefficace et corrompu mais élu démocratiquement en février 2014. Lui ont succédé plusieurs gouvernements, tout aussi corrompus et inefficaces, mais cette fois farouchement anti-russes. Les événements ont été interprétés à Moscou comme le signe de la détermination de l'Occident à ignorer les intérêts de la Russie, y compris dans des pays abritant d'importants groupes russophones, culturellement proches de la Russie et bienveillants ou neutres vis-à-vis de celle-ci. Au niveau régional, cela a certainement contribué à la décision de Moscou de réunifier la Crimée et la Russie – une Crimée ardemment pro-russe, et qui avait pendant des décennies caressé des rêves irrédentistes –, puis d'apporter un soutien politique public, ainsi qu'un appui militaire officieux, aux rebelles pro-russes du sud-est de l'Ukraine. Au niveau international, tout ceci a débouché sur la plus grave crise des relations entre Russie et Occident de la période post-soviétique.

La crise ukrainienne cristallise les préoccupations russes

Si l'on considère le Moyen-Orient, ces facteurs sont essentiels pour expliquer le renforcement du soutien politique et militaire de la Russie au gouvernement syrien. C'était là le moyen de réaffirmer une aversion de principe au changement de régime voulu par l'Occident, tout en faisant valoir une influence considérablement accrue en Syrie comme un atout important dans le cadre de relations sérieusement détériorées avec l'Occident.

Ce bref aperçu montre que l'élargissement récent du poids russe au Moyen-Orient s'insère dans un cadre qui dépasse les limites strictes d'une stratégie moyen-orientale. Il s'agit plutôt d'une projection (a) des intérêts internationaux plus larges de la Russie, et des orientations de sa politique

étrangère, en particulier dans le contexte de son rejet de principe de l'unipolarité et de ses relations tendues avec l'Occident ; et (b) du cadre plus étroit mais néanmoins vital des préoccupations immédiates de Moscou quant à son environnement régional d'Europe de l'Est et d'Eurasie.

La crise systémique du Moyen-Orient

Depuis le début du ^{xxi} siècle, certaines zones du Moyen-Orient n'ont cessé d'être agitées par des conflits armés anciens et nouveaux, constituant des foyers d'instabilité (intervention américaine de 2003 avec la guerre qui s'en est suivie en Irak, affrontements récurrents entre Israéliens et Palestiniens, conflit de 2006 entre Israël et le Hezbollah libanais, etc.) Dans les années 2010 toutefois, le Moyen-Orient semble entré dans ce que l'on pourrait appeler une *crise systémique*, étendue à l'échelle de la région¹. Parmi les manifestations de cette crise, on retrouve entre autres :

- des soulèvements sociaux majeurs ;
- une crise étatique profonde touchant de nombreux pays, et notamment les régimes républicains ;
- des tensions croissantes, et une course à l'influence de plus en plus âpre entre les principales puissances régionales ;
- l'émergence sans précédent d'acteurs non-étatiques, violents ou non, au nombre desquels des mouvements transnationaux.

Des éléments de ces tendances étaient certes déjà présents ces dernières décennies, mais en 2010 ils éclosent brusquement, et entraînent ce passage à une crise désormais systémique. La crise sécuritaire générale au niveau régional, une nouvelle vague d'instabilité, des soulèvements internes et/ou des guerres civiles largement transnationales ou internationales ainsi que des rivalités régionales apparemment insurmontables, dessinent un paysage très inquiétant. La perspective d'une déstabilisation de toute la région est désormais crédible, et plusieurs États (Libye, Irak, Syrie, Yémen) sont simultanément menacés de désintégration.

Le rôle des puissances extérieures

La crise régionale des années 2010 intervient à un moment de déclin général du rôle et de l'influence des grandes puissances extérieures au Moyen-Orient. L'exemple le plus frappant est celui des États-Unis : une administration américaine « post-interventionniste » s'est clairement « lasée du Moyen-Orient », suivant avec difficulté, voire se laissant dépasser

1. Pour plus d'informations sur la perception russe de ce changement, voir « La Russie et le Grand Moyen-Orient » (*Russia and the Greater Middle East*), Conseil russe des affaires internationales (RIAC), 29 mai 2013 ; I. Ivanov, « Un système de sécurité collective est-il possible au Moyen-Orient ? » (*Is a Collective Security System Possible in the Middle East?*), RIAC, 9 février 2016.

par, les développements d'une situation en évolution permanente. En termes d'activité, d'impact et d'influence, les acteurs régionaux (Iran, Arabie Saoudite, Qatar, Émirats arabes unis, Turquie) semblent de plus en plus éclipser les influences extérieures.

Avec l'augmentation et la diversification de l'offre énergétique mondiale, la région occupe une place moins centrale que par le passé dans l'économie internationale. Parallèlement, ses profondes crises socio-politiques, étatiques et sécuritaires, font émerger de nouvelles implications globales en matière de sécurité. Celles-ci sont principalement alimentées par la conviction, de plus en plus forte, que l'instabilité de la région sera durable, et qu'elle a d'ores et déjà des conséquences graves, en matière de terrorisme ou de migrations. Les différentes puissances extérieures ne sont certes pas toutes affectées de la même façon. Le terrorisme représente une menace globale mais risque avant tout d'affecter les pays de la région, Eurasie et Europe. Les foules de réfugiés et de migrants venant du Moyen-Orient touchent principalement l'Europe (plutôt que l'Amérique du Nord, l'Eurasie ou d'autres régions).

Jusqu'à une date récente, la principale réaction des puissances occidentales face aux turbulences moyen-orientales se résumait à un *endiguement limité* : des frappes aériennes limitées contre les positions de l'État islamique en Irak et en Syrie de la coalition menée par les États-Unis depuis 2014, à l'accord de 2013 sur le désarmement chimique de la Syrie, œuvre commune des États-Unis et de la Russie. Il n'est guère surprenant que cette stratégie d'endiguement limité ait produit des effets tout aussi limités, pour la Syrie, pour l'Irak et pour la région – et même pour l'Occident, comme en attestent par exemple les flux intarissables de migrants et la multiplication des attaques terroristes en Europe.

Dans un contexte régional en mutation permanente, deux données concernant les interventions internationales se font jour. D'une part, une certaine dépendance vis-à-vis des puissances extérieures et de leur engagement au Moyen-Orient. La demande d'un engagement dépassant l'endiguement limité persiste. D'autre part, le type d'engagement extérieur souhaité diffère des schémas hégémoniques du passé. En l'absence de mécanisme de sécurité régionale, l'instabilité du Moyen-Orient fait naître le besoin d'arbitres extérieurs, de médiateurs, de garants de sécurité et de stabilisateurs. Dans l'état actuel des choses, les mieux placées pour jouer ce rôle sont des puissances extérieures qui :

- disposent d'une solide expérience du Moyen-Orient et de la fourniture d'un appui aux États et populations de la région ;
- sont affectées de façon relativement moins directe et massive par les conséquences immédiates de l'instabilité régionale (ce qui n'est pas

- le cas d'acteurs comme la Turquie ou l'Europe par exemple), afin de pouvoir conserver une certaine distance vis-à-vis des événements et garantir un certain équilibre entre les acteurs régionaux ;
- conservent une marge de manœuvre significative, peuvent agir de façon autonome, sans être contraintes par un jeu d'alliances, leur opinion publique, un manque de moyens ou une idéologie qui paralyseraient leur action.

Paradoxalement, les deux seuls acteurs extérieurs qui, pour des raisons différentes et malgré leurs poids, capacités et rayonnement très distincts, remplissent aujourd'hui ces trois conditions sont les États-Unis... et la Russie. Tous deux ont accumulé au fil du temps une longue expérience au Moyen-Orient. Tous deux sont aujourd'hui moins proches et moins dépendants de cette région, et moins sensibles aux événements qui s'y produisent, que ne l'est l'Europe (dans des domaines qui vont de l'approvisionnement énergétique aux flux migratoires). Pour répondre à la demande d'un engagement externe pouvant contribuer à la stabilisation régionale, il faut toutefois que ces deux acteurs aient ou trouvent un intérêt propre à s'impliquer. Pour la Russie en particulier, étant donné son rayonnement international limité et son absence d'intérêts véritablement vitaux au-delà de sa zone d'ancrage eurasienne, une « élévation » au rôle d'arbitre externe ne pourrait découler que de la conjugaison d'une vaste palette de facteurs – dont beaucoup n'entretiennent nul lien direct avec le Moyen-Orient.

Le jeu russe en Syrie : une action unilatérale pour imposer le multilatéralisme

L'engagement déterminé de la Russie en Syrie a démontré que la période post-soviétique était bien révolue. Depuis le milieu des années 2010, Moscou est devenu l'un des deux acteurs extrarégionaux principaux dans le dossier syrien, aux côtés de Washington. L'essence de la nouvelle politique russe est néanmoins profondément distincte d'une restauration de la présence qui fut la sienne à l'ère soviétique, ou d'un engagement dans un jeu de rivalités géopolitiques à l'échelle de la région avec d'autres puissances extérieures.

L'incapacité de nombre de gouvernements et observateurs locaux ou internationaux à suivre et comprendre la logique de la politique russe dans le dossier syrien résulte (a) du fait que cette politique est principalement analysée à la lumière du contexte moyen-oriental, et (b) d'une quête constante, dans les agissements de la Russie, des signes d'existence d'une « grande stratégie » pour le Moyen-Orient. Cette « grande stratégie » étant

communément interprétée comme le reflet de la volonté de Moscou de retrouver le rôle qui était le sien à l'époque soviétique et de recréer des sphères d'influence.

Si c'est là le type de « grandeur » auquel on fait allusion, alors une telle « grande stratégie » de « grande » puissance n'a jamais été à l'ordre du jour à Moscou. Les caractéristiques principales de la politique russe au Moyen-Orient demeurent le pragmatisme, une approche non idéologique, et une volonté de coopérer de façon sélective avec la plupart des acteurs régionaux malgré les tensions entre, voire avec, ceux-ci. À l'heure actuelle, cette coopération prend des formes variées : nouvel essor des relations avec l'Égypte du président Al-Sissi, accord avec l'Arabie Saoudite pour stabiliser les marchés pétroliers, désir de conserver de bonnes relations avec l'Iran, développement des liens avec Israël...

Cela ne signifie pas pour autant que le degré inhabituellement élevé de l'engagement russe en Syrie ne soit qu'une manifestation ponctuelle d'aventurisme, et que l'on n'y retrouve nul élément d'une stratégie plus large. Ces éléments s'inscrivent en effet dans une vision stratégique qui dépasse largement les frontières de la Syrie ou du Moyen-Orient.

L'implication de plus en plus forte de la Russie en Syrie, qui a abouti à un engagement militaire direct, ne s'est pas limitée à la poursuite d'objectifs locaux. Au moins un des objectifs relevait de préoccupations de sécurité intérieure, compte tenu du nombre de djihadistes russes ayant rejoint le Moyen-Orient. Quant aux autres objectifs, ils se rapportent tous aux relations tourmentées de la Russie et de l'Occident. Il s'agissait d'abord de redonner à la Russie une place de premier plan sur l'échiquier politique international, nonobstant les sanctions occidentales, en valorisant la lutte contre le terrorisme comme l'une des rares préoccupations communes avec l'Ouest (et le reste du monde), dans un contexte d'intensification des activités djihadistes en Europe. Il s'agissait aussi de contraindre l'Occident, en particulier les États-Unis, à traiter davantage avec la Russie sur un pied d'égalité, tout en repoussant dans une certaine mesure la question de l'Ukraine et de la Crimée à l'arrière-plan².

Ce regain d'activisme ne se résume toutefois pas à une instrumentalisation pragmatique ou à un pur et simple opportunisme. Moscou était confronté à un paradoxe critique dans sa stratégie globale de politique étrangère : pour être moins mis à l'écart et se réimpliquer activement dans

2. Pour plus de détails, voir E. Stepanova, « Les Russes et l'État islamique : politique étrangère et facteurs internes », *Outre-Terre*, n° 44 (3), 2015, p. 80-94.

la coopération multilatérale, en particulier dans les domaines politique et sécuritaire, la Russie devait d'abord donner la preuve de sa capacité à agir seule. Cette capacité se devait d'être démontrée (a) d'une façon indépendante et souveraine ; (b) d'une façon résolue et décisive ; (c) dans le contexte d'une crise insoluble de plus en plus aiguë, ayant presque atteint un point de non-retour, et (d) dans une région hautement problématique du point de vue de la sécurité internationale. En somme, si dessein stratégique fondamental il y avait derrière le rôle actif de la Russie sur la question syrienne, c'était bien le recours à une action unilatérale dans le but d'imposer le multilatéralisme au Moyen-Orient.

La Russie devait donner la preuve de sa capacité à agir seule

Après la prompt intervention diplomatique de Moscou pour négocier l'initiative sur le désarmement chimique en 2013 (elle offrait à Washington une alternative plus satisfaisante qu'une guerre directe contre Damas), le lancement de la campagne militaire en soutien au gouvernement syrien fin septembre 2015 a donné à la Russie une nouvelle avance sur les États-Unis dans le dossier syrien. Dès les premiers mois, la campagne aérienne a atteint la plupart de ses objectifs sur le terrain : l'aide cruciale apportée au gouvernement a rétabli l'équilibre militaire, permettant à Damas d'élargir les zones sous son contrôle, d'éviter une « somalisation » totale (depuis longtemps décrite par l'ex-envoyé spécial de l'ONU Lakhdar Brahimi comme le pire cas de figure possible pour le pays) et, à terme, d'empêcher la victoire des djihadistes³. Cette campagne a également été pour la Russie l'occasion de déployer la gamme de ses capacités militaires modernes, et une nouvelle génération de systèmes d'armes et d'équipements en les testant – dont beaucoup pour la première fois – dans des conditions de combat.

La principale erreur de la plupart des puissances extérieures et régionales a été de surestimer le désir de la Russie de remporter une victoire militaire stratégique en Syrie, et d'exagérer la mesure de ses ambitions globales au Moyen-Orient. Les spéculations sur une intervention au sol de Moscou révèlent que c'était peut-être là ce que certains, aux États-Unis et ailleurs, appelaient de leurs vœux – dans l'espoir d'un échec de Moscou. Les intentions russes étaient bien différentes. Les succès tactiques en Syrie n'avaient pas pour but d'ouvrir la voie à un engagement militaire accru et à un écrasement par la force, mais bien de créer les

3. Voir E. Stepanova, « La politique de la Russie dans le dossier syrien depuis le début de l'intervention militaire » [*Russia's Policy on Syria after the Start of Military Engagement*], Program on New Approaches to Research and Security in Eurasia (PONARS Eurasia), Note politique n° 421, février 2016.

conditions nécessaires à une coopération internationale plus efficace au service d'une éventuelle solution politique plus équilibrée.

Toute intervention militaire au Moyen-Orient apparaît comme un pari risqué, qui se heurte à des intérêts régionaux multiples et contradictoires : en témoigne le clivage entre la Russie et la Turquie sur la Syrie. Ce type de pari ne peut porter ses fruits que (a) si les bénéfices excèdent le cadre régional et dépassent largement les coûts, et (b) si les actions menées demeurent limitées. Le retrait de la majeure partie des troupes russes de Syrie s'est avéré pour beaucoup aussi inattendu que la décision prise initialement par Moscou d'intervenir au sol. L'annonce de ce retrait partiel est un signal envoyé par la Russie quant à ses intentions sur le terrain et sur la question syrienne en général, à savoir la recherche d'une véritable solution multilatérale sous les auspices des Nations unies. La réticence russe à se laisser enfermer dans le même piège que celui dans lequel les États-Unis se sont embourbés à plusieurs reprises a peut-être causé quelque désillusion à Washington, Riyad ou Ankara. La décision prise par la Russie de réduire sa présence militaire constitue également un message fort envoyé au président Bachar Al-Assad et à son entourage. Si Assad comptait s'abriter indéfiniment derrière la défense russe et manipuler Moscou pour tenter d'inverser la tendance globale et la logique du processus politique/de paix, ses espoirs ont été lourdement déçus.

La campagne militaire de la Russie en Syrie n'aura donc battu son plein que d'octobre 2015 à mi-mars 2016. Elle aura été si rapide que l'Occident n'aura pas réussi à lui opposer une réponse cohérente. En Russie, cette opération a été présentée comme une intervention chirurgicale efficace ayant rempli les objectifs fixés et esquivé le piège d'un enlisement, dont les coûts financiers et humains sont restés modestes, et qui s'est efforcée d'éviter les victimes civiles. Au niveau international, cette utilisation limitée de la force militaire visant à donner un nouveau souffle à une solution politique tout en évitant de justesse le bourbier, a offert un saisissant contraste avec les interventions massives et exagérément ambitieuses menées par les Américains dans la région, ainsi que par certaines puissances régionales comme l'Arabie Saoudite au Yémen. Même s'il ne s'agissait pas de faire la leçon à quiconque, la Russie a montré qu'elle avait tiré les enseignements des échecs d'autrui.

En somme, l'action unilatérale de la Russie en Syrie ne constituait pas un objectif en soi, ni l'élément d'une éventuelle « grande stratégie » à l'échelle du Moyen-Orient. Moscou ne souhaite pas devenir une puissance hégémonique régionale alternative. Les contraintes qui pèsent sur le rôle international de la Russie et sur son engagement hors d'Eurasie sont toujours profondes et durables. Deux d'entre elles ont une importance particulière.

Tout d'abord, les intérêts économiques fondamentaux de la Russie – dans un contexte de profonde crise économique et d'effondrement des prix du pétrole, en partie aggravé par les sanctions occidentales – limitent sérieusement tout accroissement supplémentaire de son engagement hors d'Eurasie, et l'orientent vers la défense d'un multilatéralisme de plus en plus diversifié. En Syrie, l'efficacité militaire russe est apparue supérieure à ce que laissaient entrevoir ses capacités économiques. Il s'agissait toutefois d'un cas particulier, à visée démonstrative, même si les implications espérées dépassaient largement la Syrie. Il est aussi intéressant de souligner que les répercussions de la forte baisse des prix de l'énergie en 2014-2016 ont été partiellement amorties en Russie par le fait que cette crise a touché tous les pays producteurs d'énergie de la région moyen-orientale. La récente intensification du dialogue économique entre la Russie et l'Arabie Saoudite sur les questions pétrolières (à rapporter à la réticence attendue de l'Iran à restreindre ses exportations de pétrole suite à la levée des sanctions) s'éloigne à cet égard de plus en plus des développements dans le champ proprement politique, où Moscou et Téhéran restent proches partenaires. Par voie de conséquence, l'équilibre des politiques régionales de la Russie au Moyen-Orient s'en trouve amélioré, de même que sa capacité à jouer un rôle de médiateur entre les pays du Golfe et l'Iran.

Paradoxalement, le deuxième grand facteur limitatif qui pèse sur l'implication internationale de la Russie est la domination relative qu'elle exerce dans sa propre région, région qui reste au cœur de ses intérêts de sécurité, politiques et géo-économiques. Si la Russie poursuit une politique d'hégémonie régionale, celle-ci se limite à sa propre macro-région, où se concentrent ses préoccupations et ses intérêts vitaux. Il n'y a qu'en Eurasie postsoviétique que son rôle peut apparaître comme indispensable.

Perspectives de la coopération multilatérale au Moyen-Orient

En Syrie, la Russie a administré la preuve de sa capacité à mener une action autonome et unilatérale lorsque ses intérêts sont en jeu, dans des domaines de compétence où elle dispose de points forts et d'une certaine compétitivité (comme par exemple le domaine militaire ou, dans une moindre mesure l'aide humanitaire d'urgence, mais pas les grands projets de reconstruction ou de développement). Il ne faut toutefois pas sur-interpréter l'intervention de Moscou. La Russie est désireuse de s'affirmer comme un pays souverain mais pas comme une superpuissance dotée d'une force de frappe globale. Donner la preuve de sa capacité à agir seule en Syrie, de façon rapide, bien organisée et

décisive importait plus pour Moscou que toute autre ambition régionale. Il s'agit déjà là d'une entreprise conséquente, dont très peu de pays sont aujourd'hui capables.

La plupart des grandes crises et des problèmes transnationaux qui touchent de près ou de loin la Russie nécessitent une coopération internationale, ou une action conjointe avec d'autres acteurs clefs, y compris, le cas échéant, avec les États-Unis. Ce qu'il faut retenir pourtant, c'est que le type d'unilatéralisme exercé au Moyen-Orient par la Russie était principalement envisagé comme un moyen de susciter, en fin de compte, davantage de multilatéralisme. Il s'agissait non seulement de revendiquer et/ou de redonner à la Russie sa place autour de la table multilatérale, mais aussi de stimuler un multilatéralisme d'un genre un peu différent : un multilatéralisme plus égal, représentatif et réaliste que celui qu'illustre la coalition militaire arabo-occidentale menée par les États-Unis.

La recherche unilatérale d'approches multilatérales

Tous les succès enregistrés au ^{xxi}^e siècle en matière de sécurité régionale au Moyen-Orient ont été le fruit d'efforts multilatéraux actifs et soutenus. Ils ont impliqué une activité diplomatique importante et un engagement clair de la part des puissances extérieures. C'est de cette façon que l'accord nucléaire avec l'Iran a pu être négocié par le groupe des 5 membres permanents du Conseil de sécurité + 1 (États-Unis, Royaume-Uni, France, Russie et Chine + Allemagne). C'est également de cette façon qu'un accord sur le désarmement chimique de la Syrie a été trouvé en septembre 2013, à l'initiative des États-Unis et de la Russie (malgré de profondes divergences entre Moscou et Washington sur la plupart des autres aspects du dossier syrien, et en dépit de la détérioration de leurs relations bilatérales).

La recherche unilatérale par Moscou d'approches multilatérales plus inclusives ménageant un rôle à la Russie a ouvert trois grandes voies d'évolution :

- Un affermissement du cessez-le-feu négocié par la Russie, les États-Unis et l'ONU en Syrie (effectif depuis le 27 février 2016), et un renforcement de la coopération multilatérale dans le processus de paix syrien. Pour les questions militaires, les États-Unis resteront le principal homologue extrarégional de la Russie, mais en termes d'aide humanitaire, de reconstruction post-conflit et de développement en Syrie et dans les pays voisins, il serait inconcevable de se passer des pays du Golfe et de l'Europe, qui devront de plus en plus jouer un rôle moteur.

- Un rôle diplomatique croissant pour Moscou dans les conflits au Yémen et en Irak. Dans le cas du Yémen, la Russie a été la première à demander une session spéciale du Conseil de sécurité des Nations unies sur la catastrophe humanitaire en cours, à appeler à assurer un accès rapide, sûr et sans entraves des secours, à demander des pauses humanitaires dans les frappes aériennes, et à faire écho à l'appel lancé par le CICR. Pour ce qui est de l'Irak, la Russie doit trouver un équilibre et travailler en étroite collaboration à la fois avec l'Iran et les États-Unis, ses actions diplomatiques allant de pair avec une coopération bilatérale croissante avec le gouvernement central, auquel elle fournit des armes.
- Aucun de ces conflits régionaux (en Syrie et au Yémen en particulier) ne saurait être résolu sans faire retomber le nouveau pic de tensions entre l'Arabie Saoudite et l'Iran – deux grandes puissances qui s'affrontent pour exercer l'hégémonie dans une région qui défie toute hégémonie. La Russie part d'ordinaire du principe qu'elle doit tirer parti de sa présence dans des structures multilatérales comme l'Organisation de la Conférence islamique ou le Mouvement des non-alignés pour jouer un rôle de médiateur entre l'Arabie Saoudite et l'Iran. Mais à la lumière de la stature acquise en Syrie, Moscou peut certainement en faire plus pour faciliter le dialogue sur les questions de sécurité entre Téhéran et Riyad – mais seulement en coordination avec d'autres acteurs, notamment les États-Unis.

L'évolution de la politique russe en Syrie, ne procède ni d'une « grande stratégie » au Moyen-Orient, ni d'un pur opportunisme ou aventurisme. La Russie voit le Moyen-Orient comme une région traversant une crise systémique ; région non seulement voisine de l'Eurasie mais aussi au centre de la politique mondiale et des questions de sécurité du fait de sa forte instabilité et de ses multiples conflits. Comme telle, cette région constitue un espace où la Russie peut projeter des préoccupations et intérêts plus généraux. Elle est aussi un terrain d'essai pour la réalisation d'objectifs de politique étrangère plus larges, dont la plupart dépassent le cadre moyen-oriental. Cela implique un certain retour de la Russie au Moyen-Orient, mais ne suppose pas pour autant l'existence d'une « grande stratégie » dans la région. De fait, Moscou a utilisé son engagement en Syrie pour apparaître comme un acteur indispensable sur la scène mondiale, en dépit des sanctions occidentales.

Cette instrumentalisation apparemment très pragmatique est néanmoins assortie d'un message stratégique plus large. L'intervention unilatérale de

la Russie dans le pire conflit de la région visait paradoxalement à imposer un multilatéralisme plus inclusif et à assurer une place plus appropriée à Moscou dans les cadres multilatéraux. La coopération internationale sur l'Irak, le Yémen voire la Libye s'en trouvera peut-être encouragée, ainsi que, dans une certaine mesure, les efforts pour atténuer les tensions qui opposent les principaux rivaux de la région – l'Arabie Saoudite et l'Iran.



Mots clés

Moyen-Orient
Russie
Guerre en Syrie
Multilatéralisme